

C - CRÉDITS D'IMPÔT*** CRÉDIT D'IMPÔT EN FAVEUR DES MÉTIERS D'ART**

Il faut remplir au moins l'une des conditions suivantes :

- au moins 30 % de la masse salariale totale doit concerner des salariés exerçant un métier d'art,
- l'entreprise est titulaire du label « Entreprise du Patrimoine Vivant ».

Les entreprises œuvrant dans le domaine de la restauration du patrimoine bénéficient également du crédit d'impôt sous certaines conditions. Le crédit d'impôt est calculé en faisant le produit du montant des dépenses éligibles par un taux : 10% ou 15 % si label EPV. Il est plafonné à 30 000 € par an et par entreprise. **BOI-BIC-RICI-10-100**

*** CRÉDIT D'IMPÔT FORMATION DU CHEF D'ENTREPRISE**

Le crédit d'impôt s'applique aux dépenses de formation d'un dirigeant (entreprise individuelle ou société).

Le montant du crédit d'impôt est égal au nombre d'heures de formation (dans la limite de 40H/an) par le taux horaire du SMIC (410 € max en 2021). **BOI-BIC-RICI-10-50**

3 - L'Organisme Agréé

En cas de déclaration n° 2031 (de plein droit ou sur option), l'Impôt sur le Revenu sera calculé sur le montant de votre Bénéfice, majoré de 20 % (en 2020), 15% (en 2021) et 10% (en 2022) SAUF si vous adhérez à **ARCOLIB**, vous permettant alors de ne pas subir cette majoration. → **Adhésion à réaliser dans les 5 mois du début d'activité**, ou dans les 5 mois suivant la clôture de l'exercice en cas d'activité déjà existante.

ARCOLIB : cotisation 2021 = 180 € TTC (50,00 € TTC si 1ère année d'activité et 30,00 € TTC si micro-BIC).

Cette cotisation est déductible du bénéfice professionnel.



Si vos recettes sont inférieures aux seuils Micro et que vous déclarez SUR OPTION à un régime réel d'imposition, les frais d'ARCOLIB et de votre expert-comptable peuvent venir en réduction d'impôt pour 2/3 de leurs montants (max 915 € par an).

4 - Charges Déductibles**- Frais de repas BOI-BIC-CHG-10-10-10 § 80**

Repas pris seul : déductibles, pour la part supérieure à 4,90 € et inférieure à 19,10 € (pour 2021).

Exemple : repas de 10,00 € :

- Déductible : 10,00 - 4,95 = 5,05 € (TTC)
- Non déductible : 4,95 €

N.B. : Seuils revus chaque année

- Souscription obligatoire d'une Assurance Responsabilité Civile Professionnelle (RCP)

afin d'être couvert pour les dommages causés à autrui par le professionnel, ses salariés, ses locaux ou son matériel. Les artisans du bâtiment intervenant dans les travaux de gros œuvre et de construction sont soumis aussi à l'obligation de souscrire une **assurance de garantie décennale**.

Les références du contrat d'assurance doivent apparaître sur les devis et factures de l'artisan concerné.

Article L. 241-1 du Code des assurances et article 22-2 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 précitée.

- Cotisations sociales :

3 régimes OBLIGATOIRES (base = bénéfice + Madelin) :

Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2021 = 41 136 €)

- Allocations Familiales : 0 % sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de 0 % à 3,10 % pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, 3,10 % au-delà.

- CSG/CRDS : 9,7 % (Part déductible fiscalement = 6,8 %).

- Assurance Maladie : augmentation progressive du taux de 0,85 % (Indemnités journalières) à 2,2 % pour les revenus inférieurs à 40 % PASS, de 2,2 % à 7,2 % pour les revenus compris entre 40 % et 110 % du plafond SS et 7,2 % au-delà, et taux de 6,5 % pour la fraction du revenu supérieur à 5 PASS (205 680 €).

- Assurance Vieillesse (Cot. de base : 17,75 % dans la limite du plafond SS et 0,60 % au-delà) (Cot. Complémentaire : 7 % dans la limite du plafond spécifique de 38 340 € en 2020 et 8 % entre le plafond spécifique et 4 PASS) (Invalidité - Décès : 1,30 % dans la limite d'un PASS).

→ Recouvrement par la Sécurité Sociale des Indépendants...

(URSSAF, CPAM et l'Assurance Retraite de la Sécurité Sociale)

Pour un début d'activité au 01/01/2021	1ère année
Allocations Familiales*	0 €
CSG-CRDS	758 €
- dont CSG déductible	531 €
CFP	119 €
Maladie 1*	522 €
Maladie 2* (indemnités journalières) base = 40% PASS	140 €
Retraite de base*	1 387 €
Retraite complémentaire	547 €
Invalidité - Décès*	102 €
TOTAL	3 575 €
<i>Total si Exonération de début d'activité (ex-ACRE-ACCRE)</i>	<i>1 424 €</i>

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels

*exonération de début d'activité possible

À noter que les premières cotisations sont calculées au prorata en fonction de la date de début d'activité, à l'exception de la cotisation indemnités journalières.

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin : Prévoyance (pensez à la mutuelle), Retraite, Perte d'emploi subie, à condition d'être à jour de ses cotisations obligatoires.

Organisme Mixte de Gestion Agréé par
l'Administration Fiscale n°210350

**MÉTIERS DU BÂTIMENT
ET DES TRAVAUX
PUBLICS (BTP)****FICHE MÉTIER**

Édition Janvier 2021



☎ 02 23 300 600

✉ contact@arcolib.fr

🌐 www.arcolib.fr

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

8 place du Colombier BP 40415
35004 RENNES Cedex

1 rue Anita Conti
56000 VANNES

« Le Cardo » 4 rue du Wattman
44700 ORVAULT (NANTES)

15 avenue Trudaine
75009 PARIS

1 - Formalités Administratives

Le secteur du BTP rassemble l'ensemble des activités et des corps de métiers intervenant dans le cadre de la construction d'édifices et d'infrastructures publics et privés, à destination industrielle ou non.
Exemple : menuisier-charpentier, plâtrier-plaquiste, couvreur...

La nature de l'activité est :

- **artisanale** si l'entreprise compte moins de 10 salariés (immatriculation à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat dont il dépend)

- **commerciale** si l'entreprise compte plus de 10 salariés (immatriculation au Registre du commerce de des Sociétés).

À noter que depuis la **Loi Sapin II du 9 décembre 2016**, il est possible pour un artisan d'employer jusqu'à 50 salariés s'il était déjà immatriculé au Répertoire des Métiers avant le dépassement du seuil supérieur de 10 salariés.

Conditions pour obtenir la qualité d'artisan :

- être titulaire d'un CAP, d'un BEP ou d'un titre homologué ou enregistré lors de sa délivrance au RNCP d'un niveau au moins équivalent à une expérience professionnelle dans ce métier de trois ans au moins. **Article 1er du décret n° 98-247 du 2 avril 1998.**

Le titre de « Maître Artisan », qui peut en bénéficier ?

Délivrance par les CMA aux professionnels indépendants sous réserve qu'ils disposent :

- d'un Brevet de Maîtrise (ou diplôme équivalent dans le métier) avec 2 ans de pratique professionnelle (hors apprentissage).
- ou un diplôme de niveau équivalent au BM, sous conditions.
- ou d'une inscription au Répertoire des Métiers depuis plus de 10 ans, justifiant d'un savoir-faire reconnu au titre de l'artisanat ou de sa participation à des actions de formation.

En l'absence de diplôme, il est tout de même possible d'exercer certains métiers du bâtiment à condition de pouvoir justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans acquise dans l'exercice du métier. Pour cela il est préférable de se renseigner auprès de la CMA.

Formalités de création dépendant du choix du régime juridique :

- **Entreprise Individuelle**, dans un délai d'un mois suivant le début d'activité : effectuer l'immatriculation auprès du Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) du lieu d'établissement de l'entreprise (formulaire Cerfa n° 11676*10 ou P0i à déposer), se rapprocher de l'URSSAF et des Impôts.

- **Société** : rédaction des statuts, avis de constitution dans un Journal d'Annonces Légales (JAL), formulaire M0 et intercalaire TNS, immatriculation auprès du Greffe du Tribunal de Commerce (CFE), délivrance de l'extrait Kbis, se rapprocher de l'URSSAF et des impôts.

La Chambre des Métiers propose un Stage de Préparation à l'Installation, d'une durée d'une semaine (stage rendu facultatif depuis la **loi PACTE 2019**).

2 - Fiscalité

A - MICRO-BIC & RÉEL

*** CA ANNUEL < 176 200 € (VTE) et 72 600 € (PS) : Micro-BIC avec application automatique d'un abattement forfaitaire pour frais professionnels de 50 % sur les PS et de 71% sur les VTES.**

Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le chiffre d'affaires de ces deux années (N-1 et N-2 = pas d'activité = 0 € de CA)



Si les charges réelles (carburant, frais de voiture, assurances, amortissements, etc...) sont supérieures à cet abattement ce régime n'est pas intéressant.

Formulaire à compléter : 2042-C-PRO en case micro BIC (5KP) pour le montant du chiffre d'affaires annuel brut hors taxe de l'entreprise.

En cas de +/- values réalisées en Micro-BIC : rubriques 5KX à 5KR



Le chiffre d'affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BIC en N+2.

*** CA ANNUEL > 176 200 € pour les marchandises dont 72 600 € de prestations de services : Réel simplifié (option possible pour le réel normal).**

Déclarations n°2031 et 2033 (réel simplifié) seront à produire (ou n°2031 et 2050 si option au réel normal ou si CA VTES > 818 000 € ou CA PS > 247 000 €). **BOI-BIC-DECLA-10-10-20**

À noter que les options fiscales retenues à l'occasion d'une création d'entreprise doivent être indiquées sur la déclaration de création d'activité de l'entreprise (formulaire P0i ou M0).

Si le professionnel n'est pas sûr, il est conseillé de cocher « Micro-BIC » puis d'opter, le cas échéant, au réel.

Mais attention, l'entrepreneur au Micro-BIC qui souhaite opter à régime réel doit faire l'option au SIE par courrier avant le 1^{er} février de la 1^{ère} année au titre de laquelle il souhaite bénéficier du régime réel. Elle est reconduite tacitement... renonciation dans les mêmes conditions. **BOI-BIC-DECLA-10-30**

Si l'activité est mixte, le respect des seuils s'interprète comme suit : Le CA global annuel ne doit pas excéder 176 200 € et à l'intérieur de ce CA global, la partie afférente aux activités de services ne doit pas dépasser 72 600 €.

Activités	Micro-BIC	Régime Réel Simplifié	Régime Réel Normal
Ventes de marchandises (VTE)	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 176 200 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 176 200 € et 818 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 818 000 €
Prestations de services (PS)	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 72 600 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 72 600 € et 247 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 247 000 €

B - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Possibilité d'être en franchise en base de TVA dès lors que le CA est < à 85 800 € pour les Ventes et 34 400 € pour les PS.

Différents taux de TVA :

- **Taux de TVA à 20 %** : Les travaux immobiliers sont, en principe, soumis au taux normal de TVA (**article 278 du CGI**).

- **Taux de TVA à 10 %** : Ce taux concerne les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien, à l'exception de la part correspondant à la fourniture d'équipements électroménagers et mobiliers ou de certains gros équipements (**article 279-0 bis du CGI**).

Ce taux s'applique aux éléments suivants :

- prestations de main d'œuvre ;
- matières premières et petites fournitures indispensables à la réalisation des travaux immobiliers, par exemple : ciment, tuiles ou ardoises, carrelage, peinture, fils électriques ...
- équipements de cuisine, de salle de bains et de rangement qui s'incorporent au bâti et s'adaptent à la configuration des locaux, lorsqu'ils font partie d'une installation complète (éléments impossibles à enlever sans détériorer le bâti ou le meuble), une paroi de douche fixée au mur ...
- équipements de chauffage (cuve à fioul, citernes à gaz, chaudières non éligibles au taux de 5,50 %) ;
- systèmes d'ouverture et de fermeture des logements (portes, fenêtres ou non éligibles au taux de 5,50 %) ...

- **Taux de TVA à 5.50 %** : La TVA est perçue au taux réduit sur les travaux d'amélioration de la qualité énergétique portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans, ainsi que sur les travaux induits qui leur sont indissociablement liés (**article 278-0 bis A du CGI**).

Cependant, pour bénéficier du taux réduit de TVA, les travaux doivent satisfaire aux conditions cumulatives suivantes : porter sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans + ne pas concourir sur une période de 2 ans à la production d'un immeuble neuf au sens fiscal + ne pas augmenter sur une période de 2 ans la surface de plancher des locaux existants de plus de 10% [NB : les travaux s'apprécient sur une période de 2 ans].

Attention pour facturer au taux intermédiaire ou réduit une attestation doit confirmer le respect des conditions d'application et doit être remise au professionnel avant la facturation. L'attestation est obligatoire uniquement pour les travaux dont le montant dépasse 300 € TTC. **BOI-TVA-LIQ-30-20-90-10.**

Pour les travaux de gros œuvre : Cerfa n° 13947*05, pour les travaux de second œuvre : Cerfa n° 13948*05.

Auto-liquidation de TVA :

Pour les contrats de sous-traitance des marchés du bâtiment et du BTP, l'autoliquidation de la TVA est la règle (**article 25 de la loi de finances pour 2014 qui crée un article 283, 2 nonies du CGI**).

Le sous-traitant ne facture pas la TVA à son donneur d'ordre (entreprise principale). Le sous-traitant facture donc hors TVA et mentionne sur les factures « *Autoliquidation de la TVA* ». L'entreprise principale autoliquide la TVA sur sa déclaration de TVA. Sont visés les travaux de construction, y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier.